

Rapport N°2
Compte Administratif 2008
29 juin 2009

Paul Cuturello
Président du Groupe Socialiste et Apparentés

Monsieur le Président, mes cher(e)s collègues,

Vous nous présentez le Compte Administratif d'un budget qui a été élaboré et exécuté dans sa quasi totalité par votre prédécesseur, puisque vous n'avez été élu qu'en décembre 2008. Cependant, en tant que Directeur de Cabinet, vous en avez suivi de près tant l'élaboration que l'exécution, ce qui fait qu'on peut considérer qu'il est aussi largement le votre.

Le Compte Administratif relate l'exécution du budget, c'est donc au regard des objectifs affichés lors de sa présentation qu'il convient de l'étudier.

Lors de la présentation du Budget Primitif 2008 le Président du Conseil Général d'alors en présentait les objectifs en ces termes :

« C'est toujours autour des quatre axes suivants qu'année après année s'est bâtie l'action départementale :

- ***un budget rigoureux et ambitieux, bâti autour de la maîtrise des dépenses de fonctionnement.*** Vous savez que pour moi c'est un fondamental, on ne peut pas dégager de marge d'investissement si on ne maîtrise pas en même temps les dépenses de fonctionnement. .
- ***un endettement maîtrisé :***
- ***une fiscalité stable puisque systématiquement maintenue à un taux zéro ;***
- ***enfin, une politique d'investissement record, celle-ci découlant bien évidemment de la maîtrise des dépenses de fonctionnement. »***

Nous allons donc vérifier à la lumière des chiffres d'une réalité forcément plus aride si la pratique est conforme aux discours jamais économes en annonces.

Le budget 2008 devait donc être bâti autour de **la maîtrise des dépenses de fonctionnement**, votre prédécesseur en faisait une donnée fondamentale.

Qu'en est-il ?

On constate une augmentation de plus 10,94 % des dépenses de fonctionnement entre 2007 et 2008, ou plutôt + 12 % s'il on intègre les intérêts de la dette, ce qui représente un volume de 119 M€.

il faut rappeler que notre département se situait déjà en 2007, au deuxième rang des départements de même importance pour les dépenses de fonctionnement, avec 859 €/hab pour une moyenne de 739 €/hab.

Parallèlement, **l'augmentation des recettes de fonctionnement** au cours de la même période 2007-2008 n'est que de **1.63 % représentant un volume de 17.2 M€.**

Ainsi, les dépenses progressent beaucoup plus vite que les recettes, de l'ordre de 101.8 M€ en 2008. Certes les premiers effets de la crise se sont fait sentir en fin d'année avec la diminution de 8.7 M€ des recettes des droits de mutations. Mais même si les droits de mutation n'avaient pas chuté, l'écart entre recettes et dépenses de fonctionnement aurait tout de même été de 93,1 M€. A ce train-là, même sans la crise, on voit arriver à grand pas le fameux **effet ciseau**, tant redouté par votre prédécesseur.

Lors de la présentation du BP 2008, nous l'avions alerté des risques de dérives dans ce domaine. Il n'en avait, comme à son habitude, tenu aucun compte. C'est bien dommage, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui.

Alors voyons où se situent les dérapages à travers analyse de votre présentation par missions :

L'action sociale ? avec + 5.01 M€ soit 1 % de plus entre le prévu et le réalisé, reste dans une fourchette admissible ;

L'éducation ? avec +1.28 M€, soit 1 % de plus, également

L'aménagement du territoire ? avec + 1.86 M€ représentant toujours + 1 % ne dépasse pas les limites de l'acceptable.

Le développement des infrastructures ? Non plus, on constate une baisse 4.27 M€ soit moins 2 %.

Il reste le fonctionnement de l'administration. Avec **une augmentation de 35 M€**, soit 11% entre le prévu et le réalisé, nous avons là une piste sérieuse.

Si l'on rentre dans le détail, c'est la gestion financière qui impressionne le plus avec une progression de 23 M€ soit + 35 % entre le prévu et le réalisé.

Or il avait été annoncé au BP 2008 « **une politique d'investissement record**, celle-ci découlant bien évidemment de la maîtrise des dépenses de fonctionnement ».

On vient de voir ce qu'il en est de cette dernière « évidence », et arrêtons nous sur les **investissements**.

L'année 2008 devait encore être une année record, au final nous sommes passés de 430 M€ d'investissement réalisés en 2007 à 400.8 M€ en 2008.

La **baisse des investissements** entre 2007 et 2008 est particulièrement ciblée sur la mission développement des infrastructures dont les crédits baissent de 47.7 M€ d'une année sur l'autre.

Dans le détail : on observe moins 30.5 M€ sur les points noirs routiers (en diminution de 31 %). Le rapport d'activité des services nous annonce un taux d'engagement de 88 % des opérations du plan, correspondant à une mobilisation de seulement 30 % des 1.18 Milliards d'euros de crédits prévus sur ce Plan en 2004. Il s'agirait donc d'un ralentissement des inscriptions. Le gros des financements restant à réaliser. Autre baisse non négligeable : la solidarité territoriale qui voit ses crédits diminuer de 10 % entre 2007 et 2008.

Malgré ces baisses les sommes en jeu demeurent importantes. En effet, le CG qui était pratiquement désendetté en 2004 s'est lancé dans de multiples programmes d'investissement. Et, comme vous aimez à le souligner, les Alpes-Maritimes est le tout premier département pour la construction de routes en 2007 avec plus de 192 €/hab contre une moyenne de 59.57 €/hab pour les départements de même importance, soit trois fois plus, ce qui laisse songeur quand on compare cette réalité aux discours du Grenelle de l'environnement.

L'usage de **l'emprunt** pour financer les investissements n'a rien de choquant. Encore faut-il le **maîtriser** comme on nous le laissait entendre en début d'année 2008.

Or au vu des résultats, il y a de quoi s'inquiéter sérieusement :

En 2007, la dette départementale représentait 465.7€/hab. En 2008, elle est passée à 739.05 €/habitant. Pour mémoire, la moyenne dans les départements de même importance était de 324 €/hab en 2007.

La solvabilité du département, c'est-à-dire, le nombre d'années qu'il faudrait à notre collectivité pour rembourser ses dettes en y consacrant la totalité de son épargne brute s'établissait à 2,1 années en 2006, 2,9 années en 2007 et **à 7,1 années en 2008**. Je vous rappelle que la moyenne était de 1.95 années pour les départements de la même importance en 2007.

Donc, contrairement à ce qui était annoncé l'année 2008 s'est terminée sur :

- 1- une envolée des dépenses de fonctionnement,
- 2 – une réduction de 30M€ des investissements
- 3 - une explosion de l'endettement

En ce qui concerne le 4^e et dernier axe du budget 2008 : **La stabilité fiscale !** Le fameux « **Fiscalité Zéro** » du Conseil Général 06 s'étalant en pages entières de publicité dans les journaux nationaux l'an dernier chacun a pu en apprécier la pertinence le 18 mars dernier : une hausse historique de 15% des 4 taxes.

D'ailleurs, l'ancien Président s'est empressé de vous remettre les clés de la maison pour ne pas avoir lui-même à annoncer la catastrophe.

Ce compte administratif relate donc l'exécution d'un budget dont nous avons dénoncé l'imprévoyance et les risques. Nous constatons avec regret que malheureusement les faits nous ont donné raison. Comme nous avons voté contre le budget 2008, nous voterons en toute logique contre son exécution.